

## DÉJEUNER DE PRESSE

# Modeste Boukadia, candidat déclaré à la présidence du Congo

**«Nos compatriotes du Nord ne doivent pas avoir peur des représailles après la chute de Sassou. Il n'y en aura pas»**

*Modeste Boukadia a formulé cette supplique au cours d'un déjeuner de presse qu'il a organisé dans un restaurant du premier arrondissement de Brazzaville. Déjeuner de presse qui lui a permis d'annoncer sa candidature pour la présidence du Congo.*

TOUADIKISSA  
MASSANGA

Le casting des candidats déclarés à la présidence du Congo vient de s'enrichir d'une nouvelle figure : **Modeste Boukadia**, candidat à l'élection présidentielle de 1997. Il retourne dans le starting blocks pour évincer Denis Sassou-N'guesso qui brigue un autre mandat après 25 ans d'exercice du pouvoir.

Au cours d'un déjeuner de presse qu'il a organisé dans un restaurant de quartier, M. Boukadia a présenté aux chevaliers de la plume et du micro, les grandes lignes de force de son projet de société qui affiche l'ambi-

«l'autre politique» et qui donne la priorité à la «République», du moins, celle proclamée le 28 novembre 1958, a précisé le conférencier. Ici, le candidat s'affiche ultra déterminé à restaurer l'Etat et à exalter la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Faisant dans le détail, Modeste Boukadia a structuré son projet de société en dix axes. On peut citer à titre indicatif la couverture sociale généralisée garantie pour tous, la rémunération immédiate des retraites et pensions, le fonds pour l'égalité des chances, l'indemnisation de toutes les victimes innocentes, la réorganisation des échanges commerciaux en hors différentiel de charges, la construction des Etats Unis d'Afrique Centrale etc.

En tout état de cause, l'Etat restauré aura la mission de mettre en place notre marché intérieur. Pour Modeste Boukadia, ce sont les Congolais qui se chargeront de créer ce marché intérieur. Les étrangers ne seront plus



Modeste Boukoudia

Pour lui, l'Occident sera le premier partenaire privilégié du Congo. Quel intérêt y a-t-il d'avoir des partenaires chinois ? S'est-il interrogé. Modeste Boukadia a résolu qu'il est plus bénéfique de traiter directement avec ceux qui vendent les brevets que de recourir à ceux qui les achètent. Et puis a-t-il ajouté, les Chinois n'utilisent pas la main d'œuvre locale pour résorber le chômage.

Le candidat Boukadia a promis de réchauffer le contrat Europe/Afrique dès qu'il sera élu. L'orateur a, par ailleurs, donné

dénoncé la paupérisation de la grande majorité des Congolais, laissant entendre que le pays a de l'argent. Aux yeux de Modeste Boukadia, un pays ne peut pas progresser quand la grande majorité est dans l'indigence. Sur un autre plan, il entend faire de la réconciliation nationale un autre cheval de bataille. En

direction des Congolais du Nord, Modeste Boukadia a dit : «on vous trompe en vous disant que les gens du sud sont mauvais» et de poursuivre : «N'ayez pas peur, d'un président issu du Sud. Il n'y aura plus de pillages, de viols, de prisonniers politiques... Nous allons construire un pays comme nous l'avons conçu à la Conférence Nationale Souveraine. Notre politique est une politique d'ouverture».

Parlant de sa candidature, le conférencier a

parti politique, le Cercle des Démocrates Républicains du Congo, CDRC, un petit parti dont la notoriété est encore dans les limbes. Qu'à cela ne tienne, en revendiquant le statut de candidat indépendant, Modeste Boukadia entend se placer au dessus des partis politiques tout en comptant sur le soutien de son parti pendant la période de la campagne.

Soumis au feu roulant des questions de la presse, M. Boukadia a pris l'engagement de garantir la liberté de presse s'il est élu. Sous mon mandat, aucun journaliste ne sera interdit d'antenne, aucun journal ne sera suspendu. Il a pris le Général De Gaulle pour référence. Celui-ci n'aimait pas «Le canard enchaîné», mais le lisait chaque mercredi.

Pourquoi indépendant ? Parce qu'il ne voit pas clair à la majorité présidentielle et à l'opposition, a-t-il répliqué. Bien qu'il ait regardé cette question que par le bout de la lorgnette, M. Boukadia en a appelé à

moins le Chef de l'Etat qui en avait appelé à une élection transparente et apaisée. Ce qui a nourri l'optimisme du candidat Boukadia qui a confessé sa foi en Sassou-N'guesso : «j'ai confiance en lui. Il veut sortir par la grande porte. Il aura donc le courage politique comme à la veille de la Conférence Nationale, de s'ouvrir. Nous irons donc à l'élection présidentielle dans de nouvelles conditions».

Evoquant les malheurs d'une démocratie congolaise moribonde, Modeste Boukadia a fait l'apologie de la Constitution de mars 1992, s'indignant que celle-ci n'ait été abolie que par un acte fondamental issu d'un coup d'Etat.

Pour lui comme pour le général à la retraite Emmanuel Ngouélondélé, la Constitution de 2002 n'est pas valide. En arrière-plan, Modeste Boukadia qui réside en France, répondait ainsi à une question de presse sur son éligibilité. Au total, il a garanti

## DÉJEUNER DE PRESSE

# Modeste Boukadia, candidat déclaré à la présidence du Congo

**«Nos compatriotes du Nord ne doivent pas avoir peur des représailles après la chute de Sassou. Il n'y en aura pas»**

**Modeste Boukadia a formulé cette supplique au cours d'un déjeuner de presse qu'il a organisé dans un restaurant du premier arrondissement de Brazzaville. Déjeuner de presse qui lui a permis d'annoncer sa candidature pour la présidence du Congo.**

TOUADIKISSA  
MASSANGA

Le casting des candidats déclarés à la présidence du Congo vient de s'enrichir d'une nouvelle figure : **Modeste Boukadia**, candidat à l'élection présidentielle de 1997. Il retourne dans le starting blocks pour évincer Denis Sassou-N'guesso qui brigue un autre mandat après 25 ans d'exercice du pouvoir.

Au cours d'un déjeuner de presse qu'il a organisé dans un restaurant de quartier, M. Boukadia a présenté aux chevaliers de la plume et du micro, les grandes lignes de force de son projet de société qui affiche l'ambition de réinscrire le Congo dans la marche de l'histoire, projet de société qu'il intitule

«l'autre politique» et qui donne la priorité à la «République», du moins, celle proclamée le 28 novembre 1958, a précisé le conférencier. Ici, le candidat s'affiche ultra déterminé à restaurer l'Etat et à exalter la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Faisant dans le détail, Modeste Boukadia a structuré son projet de société en dix axes. On peut citer à titre indicatif la couverture sociale généralisée garantie pour tous, la rémunération immédiate des retraites et pensions, le fonds pour l'égalité des chances, l'indemnisation de toutes les victimes innocentes, la réorganisation des échanges commerciaux en hors différentiel de charges, la construction des Etats Unis d'Afrique Centrale etc.

En tout état de cause, l'Etat restauré aura la mission de mettre en place notre marché intérieur. Pour Modeste Boukadia, ce sont les Congolais qui se chargeront de créer ce marché intérieur. Les étrangers ne seront plus que des fournisseurs. Ils assisteront les Congolais dans la mise en place de leur marché intérieur.



Modeste Boukoudia

Pour lui, l'Occident sera le premier partenaire privilégié du Congo. Quel intérêt y a-t-il d'avoir des partenaires chinois ? S'est-il interrogé. Modeste Boukadia a résolu qu'il est plus bénéfique de traiter directement avec ceux qui vendent les brevets que de recourir à ceux qui les achètent. Et puis a-t-il ajouté, les Chinois n'utilisent pas la main d'œuvre locale pour résorber le chômage.

Le candidat Boukadia a promis de réchauffer le contrat Europe/Afrique dès qu'il sera élu. L'orateur a, par ailleurs, donné de la voix contre la Nouvelle Espérance qui à ses yeux, a échoué sur toute la ligne. Il a par ailleurs

dénoncé la paupérisation de la grande majorité des Congolais, laissant entendre que le pays a de l'argent. Aux yeux de Modeste Boukadia, un pays ne peut pas progresser quand la grande majorité est dans l'indigence. Sur un autre plan, il entend faire de la réconciliation nationale un autre cheval de bataille. En

direction des Congolais du Nord, Modeste Boukadia a dit : «**on vous trompe en vous disant que les gens du sud sont mauvais**» et de poursuivre : «**N'ayez pas peur, d'un président issu du Sud. Il n'y aura plus de pillages, de viols, de prisonniers politiques... Nous allons construire un pays comme nous l'avons conçu à la Conférence Nationale Souveraine. Notre politique est une politique d'ouverture**».

Parlant de sa candidature, le conférencier a révélé à la presse qu'il se présente comme un candidat indépendant. Il est pourtant président d'un

parti politique, le Cercle des Démocrates Républicains du Congo, CDRC, un petit parti dont la notoriété est encore dans les limbes. Qu'à cela ne tienne, en revendiquant le statut de candidat indépendant, Modeste Boukadia entend se placer au dessus des partis politiques tout en comptant sur le soutien de son parti pendant la période de la campagne.

Soumis au feu roulant des questions de la presse, M. Boukadia a pris l'engagement de garantir la liberté de presse s'il est élu. Sous mon mandat, aucun journaliste ne sera interdit d'antenne, aucun journal ne sera suspendu. Il a pris le Général De Gaulle pour référence. Celui-ci n'aimait pas «**Le canard enchaîné**», mais le lisait chaque mercredi.

Pourquoi indépendant ? Parce qu'il ne voit pas clair à la majorité présidentielle et à l'opposition, a-t-il répliqué. Bien qu'il ait regardé cette question que par le bout de la lorgnette, M. Boukadia en a appelé à la dissolution de la Conel, jugée par lui, trop proche du pouvoir.

Au-delà, il a pris à té-

moins le Chef de l'Etat qui en avait appelé à une élection transparente et apaisée. Ce qui a nourri l'optimisme du candidat Boukadia qui a confessé sa foi en Sassou-N'guesso : «**j'ai confiance en lui. Il veut sortir par la grande porte. Il aura donc le courage politique comme à la veille de la Conférence Nationale, de s'ouvrir. Nous irons donc à l'élection présidentielle dans de nouvelles conditions**».

Evoquant les malheurs d'une démocratie congolaise moribonde, Modeste Boukadia a fait l'apologie de la Constitution de mars 1992, s'indignant que celle-ci n'ait été abolie que par un acte fondamental issu d'un coup d'Etat.

Pour lui comme pour le général à la retraite E m m a n u e l Nguélonlé, la Constitution de 2002 n'est pas valide. En arrière-plan, Modeste Boukadia qui réside en France, répondait ainsi à une question de presse sur son éligibilité. Au total, il a garanti à Sassou-N'guesso sa sécurité, celui de ses biens et de toute sa famille dès qu'il perdra l'élection.